

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Entretien et aménagement des chaussées
Lot 3 : Aéroport Figari Sud Corse - Traitement des revêtements

Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse
Rue Adolphe Landry- CS 10210 - 20293 BASTIA CEDEX
Tél. 04.95.51.55.55 (AJACCIO)

SOMMAIRE

I.	OBJET DU MARCHÉ	3
II.	TRAVAUX COMPRIS DANS LA PRESTATION DE L'ENTREPRISE.....	3
III.	CONTRAINTES PARTICULIERES.....	4
III.1.	Généralités	4
III.2.	Sous-traitance	5
III.3.	Sûreté	5
III.4.	Sécurité.....	6
III.5.	Moyens de communication nécessaires.....	6
III.6.	Contrôle des évolutions sur la plate-forme aéronautique	6
IV.	DESCRIPTIONS DES TRAVAUX.....	7
IV.1.	Revêtement anti-kérosène	7
IV.2.	Traitement de joints	7
IV.2.1.	<i>Joint de revêtement hydrocarboné.....</i>	<i>7</i>
IV.2.2.	<i>Joint de revêtement hydraulique</i>	<i>7</i>
IV.3.	Traitement de surface sur chaussée	8
IV.4.	Réparation d'épaufrures.....	8
V.	SPECIFICATIONS DES MATERIAUX	9
V.1.	Provenance des matériaux	9
VI.	PRESCRIPTIONS PARTICULIERES D'EXECUTION.....	10
VI.1.	Pontage des fissures	10
VI.1.1.	<i>Mise en œuvre.....</i>	<i>10</i>
VI.1.2.	<i>Préparation du support</i>	<i>10</i>
VI.1.3.	<i>Primaire d'accrochage</i>	<i>10</i>
VI.1.4.	<i>Produit d'étanchéité.....</i>	<i>10</i>
VI.1.5.	<i>Performance et spécification des produits et matériaux.....</i>	<i>11</i>
VI.2.	Laboratoire de chantier	11
VI.3.	Détermination des quantités et pénalités	11
VI.4.	Réception des travaux	11
VI.5.	Divers.....	12
VI.5.1.	<i>Indications sur l'environnement du chantier.....</i>	<i>12</i>
VI.5.2.	<i>Signalisation</i>	<i>12</i>
VI.5.3.	<i>Propreté.....</i>	<i>12</i>
VI.5.4.	<i>Prévention des nuisances inhérentes à l'intervention.....</i>	<i>12</i>
VI.5.5.	<i>Gestion des déchets</i>	<i>12</i>
VI.5.6.	<i>Gestion des accidents et incidents.....</i>	<i>12</i>
VI.5.7.	<i>Communication des sous-traitants.....</i>	<i>12</i>
VI.5.8.	<i>Assurances.....</i>	<i>13</i>
VI.5.9.	<i>Obligation de confidentialité</i>	<i>13</i>

I. OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet les travaux d'entretien et d'aménagements des diverses infrastructures sur la concession aéroportuaire de l'aéroport de Figari Sud Corse.

Les travaux concernent tant les voiries de la Zone Publique que les infrastructures aéronautiques (piste, taxiways, aires de trafic) de la Zone de Sécurité à Accès Réglementé.

Ce marché devra permettre à l'exploitant (CCI de Corse) de programmer des travaux d'entretien de chaussées, des travaux d'aménagements divers et d'agir rapidement en cas de détérioration intempestive de zones localisées.

II. TRAVAUX COMPRIS DANS LA PRESTATION DE L'ENTREPRISE

Ce C.C.T.P. regroupe des prestations de travaux diverses, décrites dans le chapitre suivant. Les zones de travaux pour chaque entité peuvent se situer en zone publique ou réservée. L'entrepreneur en tiendra compte pour l'établissement de ses prix.

Le programme de travail se fera conjointement entre le titulaire et les représentants du maître d'ouvrage de façon à tenir compte des impératifs de l'exploitation et/ou d'une éventuelle coactivité en raison d'autres travaux en cours dans les zones publique ou réservée.

Certains travaux pourront être réalisés de nuit pour tenir compte des impératifs d'exploitation.

Les travaux de l'entreprise pourront notamment comporter :

- Les installations, signalisation diurne ou nocturne, balisage de chantier ou de type aéronautique selon les normes en vigueur ;
- Le colmatage de joints de construction routiers et aéronautiques, sur des revêtements de type hydrocarboné ou hydraulique ;
- L'exécution d'enduit de protection anti kérosène, sur aires de trafic ;
- Le traitement de chaussée en surface (dégommage, effacement, dégraissage, ...) ;
- Et toute autre prestation prévue au bordereau des prix

III. CONTRAINTES PARTICULIERES

III.1. Généralités :

Le titulaire devra se mettre en relation permanente avec les services techniques de l'Aéroport. Les travaux devront être conduits de manière à respecter les règlements de Police.

Les travaux en zone réservée devront être conduits de manière à respecter les règles de circulation spécifiques à la zone réservée et à laisser la priorité à la circulation aérienne.

Par ailleurs, du fait de sa soumission, l'Entrepreneur est réputé :

- Avoir pleine connaissance du site, de tous les documents et éléments d'information généraux en relation avec l'Entreprise.
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.
- Avoir contrôlé toutes les conditions des documents du dossier d'appel d'offres et s'être assuré qu'elles étaient exactes, concordantes, complémentaires et suffisantes.

Aucune réclamation, liée d'une façon quelconque à la méconnaissance ou à une connaissance imparfaite des éléments susvisés ne sera admise de la part de l'Entreprise.

Un journal de chantier sera tenu sur le chantier par un représentant de l'entrepreneur.

Sur ce journal seront consignés :

- Les opérations administratives relatives à l'exécution et au règlement du marché telles que notifications d'ordres de service, visa et approbation des plans d'exécution, etc... ;
- Les résultats des essais de contrôle des réceptions des matériaux ;
- Les dispositions prises et les mesures effectuées par l'entrepreneur pour régler son matériel et contrôler les réglages ;
- Les conditions atmosphériques constatées (précipitations vent, températures, niveau des eaux, etc...) ;
- Les incidents de détails présentant quelque intérêt du point de vue de la tenue ultérieure des ouvrages, de la durée réelle des travaux ;
- Les observations faites et les prescriptions imposées à l'entrepreneur par le Maître d'œuvre.

A ce journal, sera annexé chaque jour un compte-rendu détaillé établi par un représentant de l'entreprise spécialement désigné sur lequel seront indiqués par poste de travail :

- Les horaires de travail, l'effectif et la qualification du personnel, le matériel présent sur le chantier et son temps de marche, la durée et la cause des arrêts de chantier et l'évaluation des quantités de travaux effectués chaque jour ;
- Les incidents de chantier susceptibles de donner lieu à la réclamation de la part de l'entrepreneur ;
- Toutes les prescriptions imposées par le Maître d'œuvre en cours de chantier.

Le journal de chantier sera présenté chaque semaine par les représentants de l'entrepreneur au Maître d'œuvre.

Si le chantier est situé dans un lieu public fréquenté, il devra en toute phase présenter un aspect propre et ordonné.

III.2. Sous-traitance :

Dans le cadre de ses prestations, l'entreprise pourra sous-traiter tout ou partie de la réalisation des travaux. Néanmoins, l'utilisation de la sous-traitance fera l'objet d'une validation préalable de la CCI de Corse.

En aucun cas, les prestations confiées à la sous-traitance ne permettront à l'entreprise titulaire du marché de dégager sa responsabilité notamment en ce qui concerne la garantie. L'entreprise doit s'assurer que la réalisation des prestations confiées à un sous-traitant est faite dans les règles de l'art.

III.3. Sûreté

Le Titulaire doit se conformer et respecter strictement toutes les directives réglementaires applicables en France, ainsi que les directives et procédures de l'aéroport en termes de sûreté. Une annexe Sécurité-Sûreté est annexée au présent CCTP.

Le titulaire devra réaliser toutes les démarches et formations sûreté nécessaires afin d'obtenir des TCA « chantier » (badges) pour tous les intervenants (éventuels sous-traitants compris) de façon à pouvoir travailler de manière autonome sur la plateforme.

Dans son offre, l'entreprise tiendra compte des conditions particulières d'exécution liées aux règles de sûreté intrinsèques aux Zones de Sûreté à Accès Réglementée aéroportuaires.

Les travaux en zone réservée d'aérodrome nécessitent l'obtention préalable de titres de circulation et dont la durée moyenne de délivrance est de 5 semaines. Les dossiers de demande de titre de circulation en ZSAR seront fournis par le Maître d'Ouvrage et devront être retournés renseignés et complets une semaine après réception sous peine d'annulation du marché.

Dans le cadre de l'exécution des travaux, les agents du titulaire amenés à pénétrer et circuler en Zone Réservée, devront porter en permanence et de façon apparente un badge valant titre de circulation en Zone Réservée.

Sans qu'aucune mise en demeure ne soit nécessaire, le titulaire s'engage à retirer et à remplacer immédiatement ses agents qui :

- Ne se présenteront pas avec leur titre de circulation en ZSAR
- Se verront retirer par les autorités compétentes leur titre d'accès en ZSAR

Le personnel du titulaire devra se conformer à l'Arrêté Préfectoral de Police, en vigueur sur la plateforme aéroportuaire.

Si une ou plusieurs personnes de l'équipe travaux proposée par l'entreprise se voyaient refuser le titre d'accès à la zone réservée, celle-ci devra prendre les mesures nécessaires afin de les remplacer.

La responsabilité du Titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière d'accès et de circulation dans la zone réservée de l'aéroport (zone non librement accessible au public) ainsi qu'en matière de circulation de documents ou autres objets dans la même zone réservée de l'aéroport.

En cas de non-respect par le Titulaire des obligations résultant du présent article la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse pourra résilier le marché sans que le Titulaire ne puisse parler du droit à dommages et intérêts pour le préjudice éventuel subi.

Tout le personnel du titulaire devra avoir suivi une formation de sensibilisation à la sûreté avant la demande d'obtention de badge d'accès à la ZSAR

III.4. Sécurité

Le Titulaire doit se conformer et respecter strictement toutes les directives réglementaires applicables en France, ainsi que les directives de procédures de l'aéroport en termes de sécurité. Une annexe Sécurité-Sûreté est annexée au présent CCTP.

Le titulaire devra réaliser toutes les démarches et formations sécurité nécessaires de façon à ceux que tous les intervenants (éventuels sous-traitants compris) puissent travailler de manière autonome sur la plateforme.

L'entreprise devra respecter toutes les consignes de sécurité communiquées avant les travaux par le maître d'ouvrage ou son représentant selon les zones de travaux. Le personnel devra être équipé de vêtements et accessoires de sécurité adaptés aux travaux à réaliser.

III.5. Moyens de communication nécessaires

Pour les travaux le nécessitant, l'Entreprise devra disposer d'une radio VHF fréquence aéronautique de façon à pouvoir communiquer avec la tour de contrôle et un téléphone portable.

Un représentant de l'Entreprise assurera la veille radio ou téléphonique afin de pouvoir obtempérer rapidement à toutes demandes du prestataire de navigation aérienne ou des représentants de la maîtrise d'œuvre s'il y avait nécessité de quitter rapidement la zone de travaux pour dégradations des conditions météorologiques ou toutes autres raisons non prévisibles.

III.6. Contrôle des évolutions sur la plate-forme aéronautique

Un agent de l'Entreprise sera mis à disposition pour assurer le contrôle de la circulation, de ses véhicules et de ses personnels, ainsi que celle des sous-traitants éventuels, sur la plate-forme aéronautique. Il assurera le convoyage des véhicules de chantier et de transport entre l'entrée centrale et le chantier ou les installations de chantier et réciproquement. Il devra impérativement être en possession du permis de circuler sur la plate-forme aéronautique délivré à la suite d'une formation obligatoire et nécessaire à l'obtention de son badge d'accès en ZSAR.

IV. DESCRIPTIONS DES TRAVAUX

IV.1. Revêtement anti-kérosène

Les interventions pourront être réalisées unitairement pour des aires de stationnement d'aéronefs d'environ 1500 m² ou partiellement suite à des travaux localisés sur ces aires.

Un lavage sera effectué avant l'application du revêtement, et il comportera les opérations suivantes : mouillage de la surface à traiter, application d'un détergent de type agréé par le représentant du maître d'ouvrage, brossage par balayeuse automotrice, rinçage effectué par camion citerne haute pression.

Le revêtement anti-kérosène sera appliqué après séchage en deux couches :

- la première couche, diluée à 15 % MAXIMUM sera appliquée à raison de 300 gr MINIMUM au mètre carré.
- La deuxième couche sera appliquée 24 heures au moins après la première, en raison de 40 gr MINIMUM au mètre carré, le produit étant additionné de sable siliceux, à raison de 60 litres de sable par fût de 230 kg, et 10 % d'eau MAXIMUM.

IV.2. Traitement de joints

IV.2.1. Joints de revêtement hydrocarboné

Le traitement comprendra la fourniture et la mise en place de produits d'étanchéité pour joints de construction et fissures. Il comprendra le ponçage de fissures fines ou le remplissage de fissures de joints avec ouverture importante. Ces produits seront à base de bitumes spéciaux, agréées pour l'usage selon les normes **NF**, la formule sera soumise au représentant du maître d'ouvrage et du représentant du contrôle extérieur. Une préparation au préalable sera effectuée sur le joint, par soufflage et nettoyage du joint avec un procédé thermo mécanique, élargissement mécanique du joint par découpe à la scie à sol si nécessaire. Ils seront appliqués à chaud, et il sera compris toutes les sujétions nécessaires à sa mise en œuvre.

IV.2.2. Joints de revêtement hydraulique

Le traitement comprendra le dégarnissage des joints existants si nécessaire, le nettoyage des lèvres et fonds de joints, la fourniture et mise en place de produits d'étanchéité pour joints de construction et fissures. Il comprendra le remplissage et le ponçage de fissures de joints pour dalles en béton hydraulique. Ces produits seront à base de bitumes spéciaux, agréées pour l'usage selon les normes **NF**, la formule sera soumise au représentant du maître d'ouvrage. Une préparation au préalable sera effectuée sur le joint, par soufflage et nettoyage du joint, élargissement mécanique par découpe à la scie à sol si nécessaire et application d'un primaire d'accrochage. Ils seront appliqués à chaud ou à froid, et il sera compris toutes les sujétions nécessaires à sa mise en œuvre.

IV.3. Traitement de surface sur chaussée

Les traitements de surfaces sur chaussées seront effectués soit dans un but de dégommage de la piste soit pour effacer des marques de peinture sur tous types de chaussées.

Il pourra s'agir des procédés suivants : **hydro-projection** à ultra haute pression (HP>750 bars) ou **grenailage**. Le choix du procédé reviendra au maître d'ouvrage pour chaque commande.

Une zone d'essai sera réalisée en présence du représentant du Maître d'Ouvrage pour définir les réglages à utiliser pour le traitement sans dégradation du support. L'objectif étant de traiter la surface en respectant au maximum les caractéristiques intrinsèques de la macro texture d'origine et non d'obtenir une rugosité maximale.

Dans tous les cas, le traitement devra évacuer tous résidus issus des travaux avec remise de BSD au Maître d'Ouvrage. Des ateliers autonomes sont exigés pour ces opérations. Aucun additif chimique ne sera utilisé pour ces prestations. L'entreprise veillera à protéger tout élément potentiellement exposé à une dégradation liée au passage de l'atelier (pour information, la piste n'intègre pas de feuxaxiaux encastrés).

Les largeurs de travail pourront être de 10 cm à plus d'un mètre.

Pour une intervention de dégommage, la surface minimum de traitement serait de l'ordre de 6000m².

IV.4. Réparation d'épaufrures

Les réparations d'épaufrures pourront être réalisées soit à l'aide de mortiers à base de liant hydraulique modifié soit à l'aide de liants résineux.

La préparation du support devra permettre une bonne adhérence au béton sain. Pour cela, le titulaire veillera à l'enlèvement des effritements de béton et à l'irrégularité de la surface du support. Le fond et les parois de la partie démolie sont brossés et nettoyés par soufflage à l'air comprimé. Les traces d'huile ou de masse de scellement sont éliminées.

Le mortier à base de résines sera appliqué sur béton propre et sec. Le mortier LHM sera appliqué sur béton propre et saturé d'eau.

La réparation sera protégée à l'aide d'un produit de cure ou d'une membrane plastique. Un soin particulier sera apporté sur la finition de la réparation afin qu'elle s'intègre parfaitement dans le profil de la chaussée. Les fissures ou les joints existants seront, dans tous les cas, reproduits et scellés.

V. SPECIFICATIONS DES MATERIAUX

V.1. Provenance des matériaux

La provenance de tous les matériaux dont l'utilisation est prévue au marché des matériaux devra être soumise à l'agrément du représentant du maître d'ouvrage et du représentant du contrôle extérieur, en temps utile pour respecter le délai d'exécution contractuel, et au maximum, dans un délai de quinze (15) jours ouvrables à compter de la notification du marché.

D'une façon générale, tous les matériaux qui ne correspondront pas aux conditions du présent C.C.T.P seront refusés et évacués par l'Entrepreneur à ses frais exclusifs.

Désignation	Provenance
Revêtement anti-kérosène	Usine agréée
Joints pour Colmatage des fissures	Normes NF - Liste de produits qualifiés AFNOP

VI. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

VI.1. Pontage des fissures

Les fissures à traiter seront définies au préalable par le Maître d'Ouvrage ou son maître d'œuvre.

VI.1.1. Mise en œuvre

L'application du produit d'étanchéité est interdite si la température au sol est inférieure à 5°C. Le support devra être sec pour assurer une bonne adhérence.

Les travaux de scellement sont interdits lorsque la chaussée ou les lèvres de la fissure sont mouillées.

Dans le cas où les lèvres sont seulement humides, l'entrepreneur peut proposer à l'appréciation du maître d'œuvre des dispositions permettant de poursuivre les travaux en séchant à l'avancement.

Les systèmes à flamme nue ne seront pas retenus.

VI.1.2. Préparation du support

Le support doit être propre, sans poussière et sec pour assurer une bonne adhérence.

Dans le cas de salissures importantes des lèvres de la fissure, celles-ci doivent être décapées à la brosse métallique.

Les salissures pulvérulentes doivent être enlevées par soufflage de la fissure à l'air comprimé.

VI.1.3. Primaire d'accrochage

La mise en œuvre d'un primaire d'accrochage est obligatoire si la fiche technique du produit d'étanchéité en indique la nécessité. Elle doit être conforme aux indications données par ce document. La mise en œuvre doit être effectuée par pulvérisation. L'application doit être uniforme et régulière.

Le temps de séchage du primaire entre son application et la mise en œuvre du produit d'étanchéité doit être respecté.

VI.1.4. Produit d'étanchéité

Le produit d'étanchéité doit être préparé et porté à la température d'utilisation dans un fondoir à chauffe indirect (bain d'huile) équipé d'un agitateur mécanique.

Les températures produites fondues et bain d'huile sont contrôlés au moyen d'un thermomètre ayant une précision de 5 °C.

La prise de température du produit doit être impérativement être effectuée à moins d'un centimètre de la paroi chauffante du fondoir.

Les dispositions d'alimentation et de répandage du produit doivent être soumises à l'agrément du maître d'œuvre.

Ils doivent assurer :

- Une température sur chaussée inférieure au plus de 5°C à celle dans le fondoir ;
- Un débit pouvant être observé et réglé par l'opérateur ;
- Un écoulement gravitaire au droit des lèvres des fissures ;
- Un remplissage complet de la partie supérieure des fissures ;
- Un pontage de largeur régulière et d'une épaisseur de l'ordre de deux millimètres. Le pontage des fissures longitudinales doit avoir la largeur minimale.

VI.1.5. Performance et spécification des produits et matériaux

Les matériaux et produit doivent avoir l'origine et les caractéristiques définies par l'entrepreneur dans la notice fournie à l'appui de son offre.

Les emballages des produits doivent porter la désignation du produit, le nom du fabricant, la date de fabrication, le numéro du lot, les conditions et la durée maximal de stockage.

Les produits et matériaux doivent en outre répondre aux prescriptions suivantes :

- Pénétration au cône à 25°C
- Fluage
- Collage aux pneumatiques à 50°C
- Adhérence à -18°C

VI.2. Laboratoire de chantier

Il ne sera pas exigé de l'entrepreneur l'installation d'un laboratoire de chantier. Tous les essais seront faits par un laboratoire qui sera agréé par le représentant du maître d'ouvrage et du représentant du contrôle extérieur, aux frais de l'entrepreneur.

VI.3. Détermination des quantités et pénalités

Les quantités commandées seront issues de relevés. Le titulaire veillera à alerter le Maître d'œuvre de toute anomalie constatée sur les quantités lors de l'exécution des travaux et à ne pas dépasser les quantités commandées sans son accord.

Le Maître d'œuvre pourra contrôler les quantités exécutées dans leur intégralité ou par échantillonnage.

Des pénalités définies ci-après seront appliquées pour tout écart constaté avec les quantités projetées.

L'entrepreneur pourra toutefois présenter un bon de pesée pour chaque camion mais sans qu'il ne soit utilisé pour déterminer les quantités exécutées. Il ne pourra être utilisé par le représentant du maître d'ouvrage que comme une aide à la décision. Ce bon comprendra les informations suivantes : numéro du bon, nom ou raison sociale du producteur, nom du chantier, du client, l'adresse de livraison, nom du transporteur, le numéro du véhicule, la désignation de l'enrobé, la date de livraison, l'heure de départ de la centrale, la masse totale du camion en charge, la masse du camion à vide, la masse de l'enrobé livré.

Pour les matériaux enrobés et tout autre matériau entrant dans la réalisation des chaussées, le contrôle sera effectué contradictoirement, sur la base des quantités théoriques projetées et des quantités réellement exécutées estimées in situ par mesure.

VI.4. Réception des travaux

A l'issue des contrôles et essais effectués et jugés satisfaisants par le représentant du maître d'ouvrage et du représentant du contrôle extérieur, la réception sera prononcée à la fin des travaux exécutés pour chaque bon de commande passé.

VI.5. Divers

VI.5.1. *Indications sur l'environnement du chantier*

Il appartient à l'entrepreneur de se rendre compte par lui-même de l'état des lieux, des voies et moyens d'accès au chantier et des sujétions dues à l'état et la situation des ouvrages.

Il se reportera au règlement de la consultation, pour toute demande d'information nécessaire à l'élaboration de son étude.

VI.5.2. *Signalisation*

L'entrepreneur aura la charge de la signalisation de chantier vis-à-vis des usagers de l'aéroport, de jour comme de nuit, et sera responsable de tout accident éventuel survenant par défaut ou insuffisance. Cette signalisation devra être conforme à la réglementation en vigueur.

VI.5.3. *Propreté*

L'entrepreneur devra veiller à ce que le chantier soit débarrassé, en particulier en de fin de journée, en tout objet léger susceptible de s'envoler sous l'effet du vent ou du souffle des aéronefs.

VI.5.4. *Prévention des nuisances inhérentes à l'intervention*

L'entreprise titulaire est tenue de limiter autant que faire se peut, les nuisances générées par intervention (bruit, émanation dans l'air, rejets, consommations énergétiques...)

Il devra prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et interdire les souillures et pollutions de toutes natures tant atmosphériques que terrestres ou aquatiques, notamment en dehors des emprises de chantier.

Il a à sa charge les moyens techniques mis en œuvre pour respecter les règlements en vigueur relatifs aux limitations des nuisances et des pollutions.

Tout rejet d'hydrocarbures est interdit, les produits de vidange devront être recueillis et évacués en fûts fermés et étiquetés.

VI.5.5. *Gestion des déchets*

Les déchets issus des interventions de l'entreprise devront être évacués par ses soins.

La CCI de Corse pourra exiger à tout moment du titulaire la communication des agréments des filières d'élimination ou de valorisation utilisés pour le traitement des déchets (Code de l'environnement Art

541.1 et suivants) ainsi que les bordereaux de suivi des déchets Industriels (BSDI) si la classification du déchet le justifie (Décret 2002-540 du 18/4/02 et Arrêté du 4 janvier 1985).

VI.5.6. *Gestion des accidents et incidents*

En cas d'incident ou d'accident pouvant avoir ou ayant un impact sur l'environnement, le titulaire devra prévenir immédiatement le représentant du maître d'ouvrage afin d'évaluer les mesures à mettre en œuvre.

VI.5.7. *Communication des sous-traitants*

Le titulaire se porte fort pour ses sous-traitants éventuels du respect de l'ensemble des obligations précisées ci-dessus. Il est par conséquent tenu de les informer de celles-ci. Il sera tenu responsable en cas de non-respect de ces obligations par ses sous-traitants.

VI.5.8. Assurances

Pendant toute la durée du présent marché, le Titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés soit aux personnes, soit aux biens, soit aux installations dont il assure l'entretien et qui pourraient survenir lors de l'exécution de ses prestations, ou suite à un défaut dans leur exécution. Il s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance habilitée à couvrir le risque, des polices d'assurances, le couvrant de toutes les conséquences pécuniaires des risques et responsabilités découlant de ses prestations, tant pour les matériels dont il a la charge, que les bâtiments les contenant, les bâtiments avoisinants et les tiers.

En conséquence, il est responsable des dommages que la mauvaise exécution des prestations peut causer :

À son personnel, aux agents de la CCI de Corse ou à des tiers

À ses biens, aux biens appartenant à la CCI de Corse ou à des tiers

A cet effet, il doit contracter une assurance de responsabilité civile couvrant tous les risques (accidents, incendies, explosions, vols, gel dégâts des eaux) et prenant effet au moins à la date du début d'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage pourra à tout moment demander au Titulaire, communication des polices d'assurance ci-dessus mentionnées, ces polices devant être jointes à la signature du marché.

Le Titulaire accepte les interventions du maître d'ouvrage ou de toute personne ou organisme mandaté par lui dans les locaux techniques.

Il doit produire, à toute demande de la personne responsable des marchés, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de garantie.

Le Titulaire du marché s'engage à informer expressément la personne responsable du marché de toute modification de son contrat d'assurance.

VI.5.9. Obligation de confidentialité

Le titulaire du marché qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, a reçu de la personne responsable du marché communication, renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit divulguer aucune information qui résulte de l'exécution du présent marché ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Il doit sans délai avertir la personne responsable du marché de toute violation de l'obligation de confidentialité ci-dessus décrite.

La responsabilité du titulaire du marché peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle de sorties de documents de toute nature, objet, matériels ou marchandises par ces mêmes personnes. Elle peut être également recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du présent article, la personne responsable du marché peut résilier le marché, sans parler du droit à dommages et intérêts pour préjudice éventuellement subi.

A

Le

Lu et accepté, l'Entrepreneur